



La pire défaite serait un retour à la normalité

Laurent Vogel

ETUI

La crise du Covid-19 apparaît comme un miroir amplifiant qui nous renvoie, avec une brutalité particulière, des traits déterminants de nos sociétés. Elle revêt une dimension biomédicale liée à l'apparition d'un nouveau virus, à sa propagation rapide dans l'espèce humaine, aux défis de sa prise en charge thérapeutique et de la recherche d'un vaccin efficace. Mais l'étendue de la catastrophe ne saurait s'expliquer par les seuls facteurs biomédicaux. Dans sa dimension sociale et politique, la crise du Covid pointe la question des inégalités sociales. Tout particulièrement, les inégalités de classe et de genre.

Il est trop tôt pour tout compter. Ce que l'on sait déjà est démonstratif. Parmi les personnes malades et décédées du Covid, la part des couches sociales les moins favorisées est écrasante. Au Brésil, d'après une étude publiée en août 2020, le taux de létalité du virus était deux fois plus élevé dans les quartiers pauvres de Rio de Janeiro que dans le reste de la ville alors même que la proportion de personnes âgées y est plus faible. Partout dans le monde, avec des modalités distinctes, les inégalités sociales de santé se sont creusées. Elles obéissent à des dynamiques complexes où interagissent conditions de travail, formes d'emploi, revenus, logements, accès au soin, couverture par la sécurité sociale ainsi que des états de comorbidité préexistants en partie tributaires d'expositions professionnelles et environnementales. Si l'on considère les conséquences de la crise du Covid sur d'autres plans comme les pertes d'emploi, le basculement dans la

Partout dans le monde, les inégalités sociales de santé se sont creusées.

pauvreté, l'aggravation des autres problèmes de santé ou l'impact sur les systèmes d'éducation, les inégalités sociales ne sont pas moins criantes. Passé la frontière de l'humain, le virus a rencontré un terrain où les inégalités sociales semblaient lui désigner ses victimes, et son impact, à son tour, a amplifié les inégalités. En un sens, cette crise nous dit que la menace n'a rien d'extérieur. Ce n'est pas un virus qui serait l'ennemi du genre humain. L'ennemi est chez nous, dans des sociétés dont les ressources matérielles et scientifiques n'ont jamais connu une telle abondance et qui semblent néanmoins si vulnérables.

S'il y a des perdants, il y a aussi des gagnants. Dans un rapport publié par Oxfam en septembre 2020, il apparaît que la répartition des richesses est devenue encore plus inégale qu'avant la crise du Covid. Ce rapport pointe la hausse des bénéfices d'un certain nombre d'entreprises multinationales. Les vingt-cinq milliardaires les plus riches du monde ont vu leur richesse augmenter de 255 milliards

Les inégalités de classe s'articulent avec les inégalités de genre.

de dollars entre la mi-mars et la fin mai seulement. La subordination des institutions politiques aux intérêts de ces gagnants est un des facteurs qui a empêché une réponse plus rapide et plus efficace au virus.

Les inégalités de classe s'articulent avec les inégalités de genre. Depuis le début de la crise, les femmes ont été aux premiers postes pour assurer les besoins vitaux tant dans le travail rémunéré que dans le travail non rémunéré. Tout un continent aux contours imprécis que l'on désigne parfois comme le travail des soins à autrui (travail du "care" en anglais) est peuplé très majoritairement de femmes, et tout spécialement de femmes issues de milieux populaires. Le capitalisme dévalorise systématiquement ces activités par rapport à la production de biens matériels. Elles rapportent moins, elles ne sont pas délocalisables, les compétences qu'elles exigent sont souvent naturalisées, principalement à partir du sexe, parfois sur une base ethnique. Cela se traduit par des salaires plus bas ou du travail gratuit, par une banalisation des risques du travail et par des formes d'emploi souvent précaires et informelles. Les politiques d'austérité poursuivies depuis plus de trente ans ont particulièrement mis à mal des biens communs essentiels comme la santé publique. Avec le Covid, au-delà du travail des soins, c'est cette multitude de "petits boulots" qui se sont révélés aussi irremplaçables qu'ils sont dévalués au quotidien : transports collectifs, voirie, production et distribution des aliments, nettoyage...

L'obsession de la réduction des coûts dans les activités essentielles va de pair avec la concentration des richesses par les classes privilégiées. Des limites rigides ont été assignées à la croissance des dépenses publiques pour les soins de santé, pour l'enseignement ou pour la culture tandis qu'explosait la croissance du trafic aérien ou de l'e-commerce.

Cette crise qui est loin d'être purement sanitaire amène cette question essentielle : à quoi devrait ressembler notre monde après le Covid ? Cette question, chaque être humain se l'est sans doute posée tout au long de la crise. Elle renvoie à des interrogations multiples, très intimes par l'expérience de situations angoissantes et très collectives parce que la crise a confirmé à quel point nous sommes des animaux sociaux que l'isolement fragilise à l'extrême. Nos projets individuels de vie n'ont de sens que dans une société qui y correspond. La question de l'après-Covid n'est pas encore tranchée. Pour les dirigeants, la réponse semble aller de soi : un retour à la normalité moyennant quelques aménagements. Au printemps 2020, placées dans des situations d'une difficulté inouïe, des infirmières ont déployé de grands panneaux sur la façade des hôpitaux "aujourd'hui nous soignons, demain nous serons dans la rue". Cet appel peut être traduit dans toutes les langues. S'il est entendu massivement, il devient la clé d'une autre réponse possible : la recherche d'une société édifée sur des bases égalitaires à partir des mobilisations sociales. ●

"Aujourd'hui nous soignons, demain nous serons dans la rue."
